



# COMMUNE DE SAINT BRIAC SUR MER

## REGLEMENT DE LA CONSULATATION

### MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

#### Délimitation du périmètre « Site Patrimonial Remarquable » et Procédure de classement

Date et heure limites de réception des offres

**Le vendredi 11 juillet 2025 à 12 :00**

Commune de Saint-Briac-sur-Mer  
Mairie - 18, rue de la mairie  
35800 Saint-Briac-sur-Mer

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation .....	3
1.1 - Objet .....	3
1.2 - Mode de passation .....	3
1.3 - Type et forme de contrat .....	3
2 - Conditions de la consultation .....	3
2.1 - Délai de validité des offres .....	3
2.2 - Forme juridique du groupement .....	3
2.3 - Variantes .....	3
3 - Dossier du candidat .....	3
4 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	3
5 - Examen des candidatures et des offres .....	4
5.1 - Sélection des candidatures .....	4
5.2 - Attribution des marchés.....	4
5.3 - Négociation .....	4
6 - Audition .....	5
7 - Renseignements complémentaires .....	5
7.1 - Adresses supplémentaires et points de contact .....	5
7.2 - Procédures de recours .....	5

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

La présente consultation concerne la délimitation du périmètre Site Patrimonial Remarquable sur la Commune de Saint-Briac-sur-Mer.

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte.

## 1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

# 2 - Conditions de la consultation

## 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

## 2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

En cas de groupement, les candidatures et les offres seront présentées par un mandataire qui justifiera des habilitations nécessaires pour présenter les autres membres du groupement. En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Dans le cas d'une candidature et d'une offre présentées par un groupement, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

## 2.3 - Variantes

Les candidats doivent présenter une variante obligatoire. (CCTP 3.1.6)

# 3 - Dossier du candidat

## 3.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- DC1
- DC2
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.
- La déclaration concernant le chiffre d'affaires
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement
- Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat
- Acte d'engagement
- Mémoire technique établi par le candidat

# 4 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

La transmission des plis sera effectuée par voie électronique sur le site Mégalis : <https://marches.mégalis.bretagne.bzh/entreprise>

La transmission par voie papier n'est pas autorisée.

## 5 - Examen des candidatures et des offres

### 5.1 - Sélection des candidatures

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### 5.2 - Attribution des marchés

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1- Valeur technique <ul style="list-style-type: none"><li>Liste nominative des intervenants - qualifications - références/expérience du candidat justifiées (sur 20 pts)</li><li>Méthodologie proposée par le prestataire pour répondre à la demande (sur 30 pts)</li><li>Eléments de communication proposée dans la variante (sur 20 pts)</li></ul>	70%
2- Prix des prestations (30 pts)	30%

### 5.3 - Négociation

Le pouvoir adjudicateur peut, conformément à l'article R2123-5 du code de la commande publique, engager des négociations avec les candidats ayant remis une offre.

Ces négociations sont engagées à la seule initiative du pouvoir adjudicateur et ne constituent en aucun cas un droit pour les candidats. Les candidats restent liés par les termes de leur offre initiale auxquels ils sont tenus toute la durée de validité des offres.

Tout au long des négociations, le pouvoir adjudicateur veille au respect de l'égalité des candidats ; il préserve la confidentialité des informations non cumulables aux tiers émanant du candidat et portant sur son entreprise ou son offre.

Les entreprises seront informées du déroulement de la procédure et du moyen choisi par le pouvoir adjudicateur pour y procéder (courrier ou entretien).

A l'issue de la négociation, les candidats devront remettre une nouvelle offre prenant en compte les modifications apportées aux documents d'analyse :

- Acte d'Engagement,
- Détail Quantitatif Estimatif (éventuellement complété d'un sous-détail de prix ou de tout document permettant d'affiner l'analyse...)
- Tous les documents techniques complémentaires modifiant l'offre initiale.

Il sera alors procédé au jugement des offres dans les conditions de l'article 62 du décret du 25 mars 2016 conformément aux critères pondérés fixés dans le présent règlement de la consultation.

Au cas où des candidats ne participeraient pas à la négociation (soit en ne répondant pas au courrier de négociation ou en ne se rendant pas l'entretien), leur offre initiale sera considérée comme maintenue et c'est sur cette base que s'opèrera le jugement de leur offre.

Le pouvoir adjudicateur pourra toutefois attribuer le contrat sur la base des offres initiales, sans négociation.

## 6 - Audition

Suite à la commission d'appel d'offres, la municipalité organisera des auditions avec les trois meilleurs dossiers retenus.

## 7 - Renseignements complémentaires

### 7.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur.

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les documents de la consultation sont communiqués aux candidats dans les 6 jours qui suivent la réception de leur demande.

### 7.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est : le Tribunal administratif de Rennes

Adresse : 3 CONTOUR DE LA MOTTE CS 44416 35044 Rennes

Tél : 02.23.21.28.28

Courriel : [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Dans le cadre de l'application de l'art R 414-6 du Code de Justice Administrative, résultant du décret 2018-251 du 06/04/2018, pour un **recours contentieux contre une décision administrative**, le tribunal administratif peut également être saisi au moyen de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un **délai de deux mois** à compter de sa publication ou de sa notification.